



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM 2019-112 - Séance du 16 octobre 2019

ACTES

4. Fonction publique

4.1 Personnels titulaires et statigiaires de la F.P.T

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
25	16	23

Vote	
Pour	23
Contre	0
Abstention	0

L'an 2019, le 16 octobre à 19 heures le Conseil Municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du Conseil Municipal le 10 octobre 2019. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Mairie le 10 octobre 2019.

Etaient présents : MEISSONNIER Jean-Luc, SOULIER Alain, BASSO Béatrice, GAUTIER Sandrine, MONIN Séverine, CONTENSEAU Carole, RIBEIRO David, MAZOLLIER Elisabeth, RODENAS François, MARTY Philippe, DESTAILLATS Aline, MARTINEZ Mickaël, JODAR Mélissa, DE LA CLERGERIE Jean-Luc, DUCAMP Ludovic, MICHEL Yves.

Pouvoirs de : DURIX Olivier pour RODENAS François, SUAY Régine pour MARTY Philippe, KASZUBA Christophe pour BASSO Béatrice, AMALVY Marie-Thérèse pour MONIN Séverine, CORDEAU Damien pour MAZOLLIER Elisabeth, VANGREVELYNGHE Patricia pour DESTAILLATS Aline, RAMORA Anna pour MICHEL Yves.

Absents : SIMAR Morgan, FOUREL Sylvain (excusé).

Secrétaire de séance : DUCAMP Ludovic

N° DLM 2019-112 – RESSOURCES HUMAINES : CONVENTION DE MISE EN ŒUVRE DE LA PÉRIODE DE PRÉPARATION AU RECLASSEMENT

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 85-1054 du 30 septembre 1985 relatif au reclassement des fonctionnaires territoriaux reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions modifié par le décret n° 2019-172 du 5 mars 2019 instituant une période de préparation au reclassement au profit des fonctionnaires territoriaux reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions ;

Vu l'avis du comité médical en date du 01/07/2019 déclarant l'agent inapte aux fonctions correspondant aux emplois de son grade et préconisant un reclassement ;

Considérant qu'un fonctionnaire a été déclaré inapte aux fonctions correspondant aux emplois de son grade ;

Considérant que le fonctionnaire, par courrier en date du 11/07/2019 envoyé par la commune, a été informé de son droit à bénéficier d'une période de préparation au reclassement ;

Considérant que le fonctionnaire n'a pas renoncé au bénéfice de cette période de préparation au reclassement par courrier en date du 24/07/2019 ;

Considérant que les services de la commune ont été reçus en entretien le 04/10/2019 à l'initiative du CDG 34 ;

Lorsque l'état de santé d'un fonctionnaire, sans lui interdire d'exercer toute activité, ne lui permet pas de remplir les fonctions correspondant aux emplois de son grade, le fonctionnaire se voit proposer une période de préparation au reclassement.

Cette période a pour objet de préparer et, le cas échéant, de qualifier son bénéficiaire pour l'occupation de nouveaux emplois compatibles avec son état de santé. Elle vise à accompagner la transition professionnelle du fonctionnaire vers le reclassement.

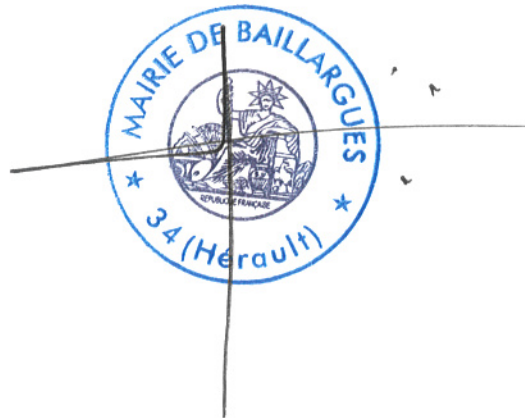
Un agent, au grade d'auxiliaire de puériculture, placé en congés de longue maladie du 18/07/2017 au 17/09/2019, déclaré inapte aux fonctions de son grade par le comité médical du 01/07/2019, s'est vu proposer une période préparatoire au reclassement.

Il est proposé d'autoriser le Maire à signer la convention de mise en œuvre de la période de préparation au reclassement.

Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Monsieur Alain SOULIER et après en avoir délibéré à l'unanimité, **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention de mise en œuvre de la période de préparation au reclassement avec le Centre de Gestion de la Fonction Publique de l'Hérault.

Pour extrait conforme,
Le 18 octobre 2019,

Le Maire,
Jean-Luc MEISSONNIER



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.

Envoyé en préfecture le 28/10/2019

Reçu en préfecture le 28/10/2019

Affiché le



ID : 034-213400229-20191018-DLM2019_112-DE